

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

PROVINCE DE QUÉBEC M.R.C. DE LOTBINIÈRE MUNICIPALITÉ DE DOSQUET

Séance ordinaire du conseil de cette municipalité tenue le mardi, 1er juillet 2025, à 19h30, au local du Chalet des Loisirs, situé au 1 A rue Viger, Dosquet, conformément aux dispositions du Code municipal de la province du Québec.

Les conseillères et les conseillers :

Présents : Aglaée D'Auteuil
Audrey Charest
Michel Moreau
Mathieu Lavigne

Assistance : 4

Les membres présents forment quorum sous la présidence de monsieur Yvan Charest, maire et président d'assemblée, également présent.

Madame Jolyane Houle, directrice générale et greffière-trésorière, est également présente et agit à titre de secrétaire d'assemblée.

La séance est ouverte à 19h30.

ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 2025.

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du 3 juin 2025 et de la séance extraordinaire du 16 juin 2025.
3. Dépôt du rapport financier et adoption des comptes à payer, dépôt du journal des déboursés et du journal des salaires du mois de mai 2025.
4. Halte vélo (PARIT) : suivi de projet.
5. Réfection chapiteau : suivi de projet.
6. Projet potentiel d'éoliennes.
7. Règlement 2025-495 modifiant le règlement des permis, certificats et

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

d'administration numéro 2011-284.

8. Règlement 2025-496 modifiant le règlement de zonage numéro 2011-281.
9. Règlement final 2025-493 modifiant le règlement de zonage numéro 2011-281 visant à modifier la marge de recul avant pour la zone 30-AD.
10. Terrain de baseball.
11. Régie de compostage.
12. Divers :
 - 1) Service incendie.
 - 2) Dosquet tout horizon.
 - 3) Maison des Jeunes.
 - 4) Demandes diverses.
 - 5) Terrain de jeux.
 - 6) Bibliothèque.
13. Période de questions.
14. Fin de la séance.

25-07-9977

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil ont pris connaissance de l'ordre du jour de la présente séance;

IL EST PROPOSÉ par monsieur Michel Moreau ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ, D'ADOPTER l'ordre du jour de cette séance ordinaire, tel que présenté et, en conséquence il demeure ouvert à toute modification.

Adoptée

25-07-9978

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 3 JUIN 2025 ET DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2025.



Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil ont individuellement pris connaissance des procès-verbaux de la séance ordinaire du 3 juin 2025 et de la séance extraordinaire du 16 juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil renoncent à la lecture des procès-verbaux;

IL EST PROPOSÉ par madame Audrey Charest ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ, D'ADOPTER les procès-verbaux de la séance ordinaire du 3 juin 2025 et de la séance extraordinaire du 16 juin 2025, tels que présentés.

Adoptée

25-07-9979

DÉPÔT DU RAPPORT FINANCIER, ADOPTION DES COMPTES À PAYER, DÉPÔT DU JOURNAL DES DÉBOURSÉS ET DU JOURNAL DES SALAIRES DU MOIS DE MAI 2025.

Les journaux des déboursés numéro 1317 au montant de 848,84\$, le numéro 1318 au montant de 12 753,11\$, le journal 1319 au montant de 19 397,92\$, le journal 1320 au montant de 3 538,88\$, le journal 1321 au montant de 82,19\$, le journal 1322 au montant de 12 493,94\$ et le journal des salaires au montant de 30 299,89\$ pour le mois de MAI 2025 ont été déposés au conseil. Chaque membre en a reçu copie ainsi qu'une copie de la liste des comptes à payer.

IL EST PROPOSÉ madame Aglaée D'Auteuil ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ, QUE les comptes à payer au montant de 182 447,77\$ soient adoptés et payés tels que déposés, et d'autoriser la trésorière à payer lesdits comptes à même les fonds de la municipalité de Dosquet et QUE le rapport financier du 31 mai 2025 soit et est déposé.

Adoptée

25-07-9980

RÈGLEMENT 2025-495 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DES PERMIS, CERTIFICATS ET D'ADMINISTRATION NUMÉRO 2011-284.

ATTENDU QUE la municipalité de Dosquet est une municipalité régie par le « Code municipal du Québec » et assujettie aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

ATTENDU QUE la MRC de Lotbinière a adopté le Règlement no 359-2024 portant le titre de « Intégration et bonification des dispositions relatives aux éoliennes commerciales » le 12 février 2025 et que ce règlement est entré en vigueur le 17 avril 2025;

ATTENDU QUE ce règlement vise à modifier le document complémentaire du livre II du Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en intégrant les dispositions relatives aux éoliennes commerciales du règlement de contrôle intérimaire 127-2002;

ATTENDU QUE ce règlement ajoute un chapitre 10 au document complémentaire, lequel s'intitule « Dispositions relatives aux éoliennes commerciales »;

ATTENDU QUE l'ensemble des dispositions de ce chapitre 10 doivent être reprises intégralement au niveau du libellé et du contenu par l'ensemble des municipalités de la MRC;

ATTENDU QU'il y lieu de modifier le Règlement n° 2011-284, tel qu'amendé (Règlement relatif aux permis et certificats ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction) afin d'y intégrer les articles 10.1.1 à 10.1.5 du Règlement n° 359-2024 de la MRC de Lotbinière;

ATTENDU QUE pour ce faire, il y a lieu d'introduire un chapitre VII intitulé « Dispositions relatives aux éoliennes commerciales (émission des permis de construction) » et de numéroté le chapitre VII actuel « Dispositions finales » afin qu'il devienne le chapitre VIII;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné par monsieur Michel Moreau le 3 Juin 2025 suivi du dépôt du projet de règlement ;

IL EST PROPOSÉ PAR madame Aglaée D'Auteuil ET RÉSOLU UNANIMEMENT QU'IL SOIT ORDONNÉ ET STATUÉ PAR CE RÈGLEMENT:

ARTICLE 1

Le Règlement 2011-284 est modifié afin de décaler et de renuméroter le chapitre VII « **Dispositions finales** » et qu'il soit renuméroté comme devenant le chapitre VIII;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

ARTICLE 2

Le Règlement 2011-284 est modifié afin d'y introduire le chapitre VII intitulé « **Dispositions relatives aux éoliennes commerciales (émission des permis de construction)** » comprenant les dispositions suivantes :

7. ÉMISSION DES PERMIS DE CONSTRUCTION

7.1. OBLIGATION DU PERMIS DE CONSTRUCTION

Un permis de construction est obligatoire à toute personne physique ou morale qui désire entreprendre des travaux visant l'implantation d'une (des) éolienne(s) commerciale(s) ci-après appelée construction.

Lorsque l'implantation de ce type de construction est prévue sur une terre du domaine public, les promoteurs doivent en informer la MRC et obtenir l'accord de celle-ci.

7.2 FORME ET CONTENU DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION

Toute demande de permis de construction devra être présentée sur les formulaires prévus à cette fin auprès de la municipalité concernée. La demande doit être signée et datée par le requérant et accompagnée des renseignements et documents suivants :

- a) l'identification cadastrale du lot;
- b) l'autorisation écrite du propriétaire ainsi que la durée de concession du terrain pour le permis à construire;
- c) une copie de l'autorisation (bail) du ministère concerné devra être fournie lorsque la construction sera située sur les terres publiques;
- d) un plan confectionné par un arpenteur-géomètre montrant la localisation de l'éolienne sur le terrain visé ainsi que sa localisation par rapport aux éléments prévus à l'article 10.2;
- e) la hauteur des éoliennes à être implantées sur le même terrain;
- f) l'échéancier prévu de réalisation des travaux;
- g) le coût des travaux;
- h) une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

7.3 SUIVI DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION

Le fonctionnaire désigné émet le permis ou le certificat d'autorisation dans un délai d'au plus soixante (60) jours ouvrables de la date de dépôt de la demande de permis de construction si la demande est conforme au présent règlement.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

Dans le cas contraire, il doit faire connaître son refus au requérant par écrit et le motiver dans le même délai.

7.4 CAUSE D'INVALIDITÉ ET DURÉE DU PERMIS DE CONSTRUCTION

Tout permis de construction est valide pour une période de vingt-quatre (24) mois suivant la date de son émission. Passé ce délai, le requérant doit se procurer un nouveau permis moyennant des frais de 100 \$ pour chaque renouvellement de permis.

7.5 TARIF RELATIF AU PERMIS DE CONSTRUCTION

Le tarif pour l'émission d'un permis de construction relatif à l'application du présent règlement est établi comme suit pour chaque éolienne :

- Coût de construction de 0 \$ à 100 000 \$: 3 \$ par tranche de 1 000 \$;
- Coût de construction de 100 000 \$ à 500 000 \$: 300 \$ pour le premier 100 000 \$ et sur l'excédent 2 \$ par tranche de 1 000 \$;
- Coût de construction de 500 000 \$ à 1 000 000 \$: 1 100 \$ pour le premier 500 000 \$ et sur l'excédent 1 \$ par tranche de 1 000 \$;
- Coût de construction de 1 000 000,00\$ et plus : 1 600 \$ pour le premier 1 000 000 \$ et sur l'excédent 0,50 \$ par tranche de 1 000 \$.

7.6 Les dispositions des chapitre IV, V et VI ne s'appliquent pas à une éolienne commerciale;

ARTICLE 3

Les dispositions du présent règlement prévalent sur toute disposition incompatible du Règlement 2011-284, tel qu'amendé;

ARTICLE 4

Le présent Règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Adoptée

25-07-9981

RÈGLEMENT 2025-496 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 2011-281.

ATTENDU QUE la municipalité de Dosquet est une municipalité régie par le « Code municipal du Québec » et assujettie aux dispositions de la « Loi sur l'aménagement et l'urbanisme »;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

ATTENDU QUE la MRC de Lotbinière a adopté le Règlement no 359-2024 portant le titre de « Intégration et bonification des dispositions relatives aux éoliennes commerciales » le 12 février 2025 et que ce règlement est entré en vigueur le 17 avril 2025;

ATTENDU QUE ce règlement vise à modifier le document complémentaire du livre II du Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en intégrant les dispositions relatives aux éoliennes commerciales du règlement de contrôle intérimaire 127-2002;

ATTENDU QUE ce règlement ajoute un chapitre 10 au document complémentaire, lequel s'intitule « Dispositions relatives aux éoliennes commerciales »;

ATTENDU QUE l'ensemble des dispositions de ce chapitre 10 doivent être reprises intégralement au niveau du libellé et du contenu par l'ensemble des municipalités de la MRC;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le Règlement de zonage n° 2011-281, tel qu'amendé (Règlement de zonage), afin d'y intégrer les articles 10.2.1 à 10.6 du Règlement n° 359-2024 de la MRC de Lotbinière, adopté le 12 février 2025 et entré en vigueur le 17 avril 2025, portant le titre « Intégration et bonification des dispositions relatives aux éoliennes commerciales » et pour apporter certains amendements découlant de l'entrée en vigueur de ce règlement;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 1.3.3 du Règlement de zonage;
ATTENDU QUE les éoliennes commerciales font partie de la classe d'usage « Infrastructure d'utilité publique »;

ATTENDU QUE le présent règlement est nécessaire pour tenir compte de la modification du Schéma d'aménagement et de développement révisé et qu'il s'agit donc, en vertu de l'article 58 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, d'un « Règlement de concordance »;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné par monsieur Mathieu Lavigne le 3 Juin 2025 suivi du dépôt du projet de règlement ;

ATTENDU QU'une consultation publique sur le projet de règlement a eu lieu le 16 juin 2025 à 19h00;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Mathieu Lavigne ET RÉSOLU UNANIMEMENT QU'IL SOIT ORDONNÉ ET STATUÉ PAR CE RÈGLEMENT:

ARTICLE 1

Le Règlement de zonage 2011-281, tel qu'amendé, est de nouveau modifié afin de décaler le chapitre XVI « **Constructions et usages dérogatoires** » et le chapitre XVII : « **Dispositions finales** » pour qu'ils deviennent respectivement les chapitres XVII et XVIII et soient renumérotés en conséquence. Ces modifications sont requises pour y introduire un nouveau chapitre XVI intitulé « **Dispositions relatives à l'implantation des éoliennes commerciales** »;

ARTICLE 2

Le règlement 2011-281 (Règlement de zonage), tel qu'amendé, est modifié afin d'y introduire, entre le chapitre XV et le chapitre XVII le nouveau chapitre XVI intitulé « **Dispositions relatives aux éoliennes commerciales** » comprenant les dispositions suivantes :

CHAPITRE XVI : DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION DES ÉOLIENNES COMMERCIALES

16.1 TERMINOLOGIE

Usage sensible : usage qui, par sa nature, rassemble des personnes vulnérables dans un même lieu, tel que les habitations, les garderies, les résidences pour personnes âgées, les établissements d'enseignement, les établissements de santé et de services sociaux, etc. Les usages sensibles peuvent varier en fonction de la nature et du niveau de risque ou de la nuisance.

Chemin public : voie de circulation locale appartenant à une municipalité et permettant l'accès véhiculaire aux propriétés et aux chemins privés qui en dépendent. Plus précisément, il s'agit d'une surface totale de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge d'une municipalité.

Hauteur totale : La hauteur mesurée à la verticale entre le niveau moyen du sol et l'extrémité d'une pale située à la verticale dans l'axe de la tour de l'éolienne.

Bâtiment : une construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses.

16.2 DISTANCES DES VOIES DE CIRCULATION

Toute éolienne doit être située à 2 kilomètres des éléments suivants :

- a) le parc linéaire identifié au schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Lotbinière,
- b) les routes touristiques 132 et 269.

L'implantation d'une éolienne est prohibée à une distance inférieure à 300 mètres de l'emprise d'une autoroute, d'une route régionale ou d'une route collectrice, au sens de la classification du ministère des Transports du Québec.

L'implantation d'une éolienne est prohibée à une distance inférieure à la hauteur totale de l'éolienne de l'emprise d'un chemin public ou d'une voie ferrée.

16.3 SITES DÉSIGNÉS PRÉSENTANT DES USAGES SENSIBLES

Aux fins du présent chapitre, sont considérés des sites présentant des usages sensibles :

- a) Tout bâtiment résidentiel, incluant de façon non limitative, les habitations unifamiliales, les logements locatifs ou en copropriété, les résidences pour personnes âgées, etc.;
- b) Tout centre de santé et de services sociaux;
- c) Tout lieu d'enseignement;
- d) Tout type de garderie;
- e) Toute installation culturelle, tel un musée, une bibliothèque ou un lieu de culte.

16.3.1 DISTANCES SÉPARATRICES DES SITES DÉSIGNÉS PRÉSENTANT DES USAGES SENSIBLES

Toute éolienne doit être située à plus de 700 mètres de tout usage sensible. Toutefois, lorsque jumelée à un groupe électrogène diesel, toute éolienne doit être située à plus de 1,5 kilomètre de toute habitation.

Ces distances s'appliquent réciproquement quant à l'implantation d'un usage sensible à proximité d'une éolienne.

Lors de l'implantation d'un nouvel usage sensible, une dérogation est permise s'il est démontré que le projet ou l'usage respecte les dispositions imposées

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

pour les sources fixes de bruit présentées dans le Cadre normatif visant à atténuer les nuisances et les risques d'origine anthropique.

16.4 DISTANCES AVEC LE PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

Toute éolienne doit être située à au moins à 2 kilomètres des limites de tout périmètre d'urbanisation.

16.5 DISTANCE DES IMMEUBLES PROTÉGÉS

Toute éolienne doit être située à 1 kilomètre de tout immeuble protégé, à l'exception du Domaine du Radar.

Toutefois, lorsque jumelée à un groupe électrogène diesel, toute éolienne doit être située à plus de 1,5 kilomètre des immeubles protégés visés à l'alinéa précédent.

Ces distances s'appliquent réciproquement quant à l'implantation d'un immeuble protégé à proximité d'une éolienne.

16.6 DISTANCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ

Une distance minimale équivalente à au moins une fois la hauteur totale d'une éolienne doit être appliquée entre toute éolienne et tout bâtiment ou tout usage extérieur public accueillant un achalandage important.

Cette distance s'applique réciproquement quant à l'implantation de tels bâtiments ou usages à proximité d'une éolienne.

Les bâtiments requis pour la construction et l'opération de parcs éoliens ne sont pas assujettis au présent article.

16.7 SECTEURS D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE ET DE CONSERVATION

L'implantation d'éoliennes commerciales est interdite à l'intérieur et à moins de 300 mètres des tourbières identifiées pour la conservation, telles qu'identifiées à la carte 25 du Schéma d'aménagement et de développement en vigueur.

16.8 IMPLANTATION ET HAUTEUR

L'implantation d'une éolienne est permise sur un lot seulement si son propriétaire a accordé son autorisation par écrit quant à l'utilisation du sol et de l'espace situé au-dessus du sol (espace aérien).

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

Toute éolienne doit être implantée de façon à ce que l'extrémité des pales soit toujours située à une distance supérieure à 3 mètres d'une limite de propriété. Toutefois, une telle distance ne s'applique pas si le terrain adjacent est assujéti à une servitude notariée afin de permettre l'empiétement de l'éolienne sur la marge de recul prescrite ou sur le terrain lui-même. Aucune éolienne ne doit avoir une hauteur supérieure à 200 mètres entre la faîte de la nacelle et le niveau moyen du sol nivelé.

16.9 FORME ET COULEUR

Afin de minimiser l'impact visuel dans le paysage, les éoliennes devront :

- a) Être de forme longiligne et tubulaire;
- b) Être de couleur blanche ou grise.

Toute éolienne doit être conservée selon une apparence propre {ex. sans graffitis, sans rouille}.

16.10 ENFOUISSEMENT DES FILS

L'implantation des fils électriques reliant les éoliennes doit être souterraine. Toutefois, cette implantation peut être aérienne s'il est démontré que le réseau de fils doit traverser une contrainte tels un lac, un cours d'eau, un secteur marécageux, une couche de roc ou tout autre type de contrainte physique. L'implantation souterraine ne s'applique pas au filage électrique longeant les voies publiques de circulation. Lors du démantèlement des parcs éoliens, ces fils électriques devront être obligatoirement retirés du sol.

16.11 POSTE DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ

Afin de minimiser l'impact visuel sur le paysage, une clôture ayant une opacité supérieure à 80 % devra entourer un poste de raccordement. Un assemblage constitué d'une clôture et d'une haie peut être réalisé. Cette haie doit être composée dans une proportion d'au moins 80 % de conifères à aiguilles persistantes ayant une hauteur d'au moins 3 mètres. L'espacement des arbres est de 1 mètre pour les cèdres et de 2 mètres pour les autres conifères.

16.12 DÉMANTÈLEMENT

Après l'arrêt de l'exploitation de l'éolienne ou du parc éolien, certaines dispositions devront être prises par le propriétaire de ces équipements :

- a) Les installations devront être démantelées dans un délai de 24 mois;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

- b) Une remise en état du site devra être effectuée à la fin des travaux par des mesures d'ensemencement et antiérosives pour stabiliser le sol et lui permettre de reprendre son apparence naturelle. »

16.13 PRIORITÉ

Les dispositions du présent chapitre prévalent sur toute disposition incompatible contenue dans le présent règlement.

ARTICLE 3

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adoptée

25-07-9982

RÈGLEMENT NUMÉRO 2025-493, MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 2011-181 VISANT À MODIFIER LA MARGE DE REcul AVANT POUR LA ZONE 30-AD.

ATTENDU QUE la municipalité de Dosquet est une municipalité régie par le "Code municipal du Québec" et assujettie aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE le règlement a été rédigé conformément à la section IV du chapitre IV de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné le 6 mai 2025 relativement à ce règlement suivi du dépôt du projet de règlement;

ATTENDU QUE le projet de règlement nécessite une consultation publique en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* laquelle a eu lieu le mardi 3 juin 2025 à 19h00 au 1A rue Viger, Dosquet;

ATTENDU QUE le projet de règlement est assujetti au processus d'approbation référendaire en vertu la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;

IL EST PROPOSÉ par madame Audrey Charest ET RÉSOLU UNANIMEMENT;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

QUE SOIT ADOPTÉ CE DE RÈGLEMENT DE CE CONSEIL PORTANT LE NUMÉRO 2025-493 ET CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE COMME SUIT :

ARTICLE 1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2. TERRITOIRE ASSUJETTI

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble du territoire sous juridiction de la Municipalité de Dosquet.

ARTICLE 3. BUT DU RÈGLEMENT

Le présent règlement vise à modifier la marge de recul avant pour la zone 30-AD.

ARTICLE 4. TERMINOLOGIE

Les définitions incluses à l'article 1.6 « Terminologie » du règlement de zonage 2011-281 s'appliquent pour l'interprétation du présent règlement. À moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est attribué à l'article 1.6. Si un mot, un terme ou une expression n'est pas spécifiquement défini à ce chapitre, il faut se référer au sens commun défini au dictionnaire.

ARTICLE 5. MODIFICATION D'UNE GRILLE DE SPÉCIFICATIONS

L'annexe 2 « Grille de spécifications et notes associées » est modifiée de manière à remplacer la marge de recul avant « 9 » par « 3,85 » pour la zone 30-AD.

Cette modification est illustrée à l'annexe « A » du présent règlement pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 6. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent projet de règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Dosquet ce 1er jour de juillet de l'an deux mille vingt-cinq.

Yvan Charest, Maire

Jolyane Houle, Directrice générale

Adoptée

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

USAGES PRINCIPAUX AUTORISÉS	Références au règlement	30-AD	31-AD	32-AD	33-AD
Groupes et classes d'usages					
1 -HABITATION-	Chapitre II				
11 -unifamiliale		•	•	•	•
12 -bifamiliale					
13 -multifamiliale					
14 -chalet		•	•	•	•
15 -maison mobile					
16 -habitation collective					
2 -INDUSTRIE-	Chapitre II				
21 -industrie manufacturière lourde					
22 -industrie manufacturière légère					
23 -commerce de gros et entreposage					
24 -construction et travaux publics					
3 -INSTITUTION	Chapitre II				
31 -administration publique					
32 -activités religieuse, sociale et politique					
33 -service de santé					
34- éducation					
35 -transport					
36- infrastructure d'utilité publique		•	•	•	•
4 -COMMERCE-	Chapitre II				
41 -vente au détail: produits divers					
42 -vente au détail: produits de l'alimentation					
43 -vente au détail: véhicules					
44 -poste d'essence					
5 -SERVICES-	Chapitre II				
51 -service professionnels et d'affaires					
52 -service personnel et domestique					
53 -service de réparation automobile					
54 -restauration					
55 -bar et boîte de nuit					
56 -hébergement					
6 -LOISIRS ET CULTURE-	Chapitre II				
61 -loisir intérieur					
62 -loisir extérieur léger					
63 -loisir extérieur de grande envergure					
64 -loisir commercial					
7 -EXPLOITATION PRIMAIRE-	Chapitre II				
71 -agriculture		•	•	•	•
72 -foresterie		•	•	•	•
73 -mines et carrières					
74 -conservation		•	•	•	•
AUTRES USAGES PERMIS					
USAGES NON PERMIS					
DIMENSION DES CONSTRUCTIONS					
Nombre d'étages minimum/maximum	4.1.4	1/2	1/2	1/2	1/2
IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS					
Marge de recul avant	4.1.5	3.85	9	9	9
Marge de recul latérale minimum	4.1.5	4	4	4	4
Somme des marges latérales minimale	4.1.5	8	8	8	8
Marge de recul arrière minimum	4.1.5	9	9	9	9
AUTRES NORMES					
Écran tampon	4.2.1				
Milieux humides	4.2.2	•	•	•	•
Implantation résidentielle en zone agricole (AF et AD)	4.2.3	•	•	•	•

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

25-07-9983

LUMIÈRES TERRAIN DE BASEBALL.

ATTENDU QUE quelques lumières du terrain de baseball ont commencé à démontrer des fermetures aléatoires signe d'une fin de vie;

IL EST PROPOSÉ madame Audrey Charest ET EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ D'entériner le contrat de remplacement de 4 lumières pour la technologie LED par l'entreprise Normand Côté entrepreneur électricien inc. au montant de 5 193,00\$ plus taxes, le tout payable à même la taxe d'accise ou le budget d'immobilisations 2025.

Adoptée

25-07-9984

ENTENTE INTERMUNICIPALE DE FOURNITURE DE SERVICES EN SÉCURITÉ INCENDIE.

ATTENDU QUE la municipalité de Dosquet reconnaît avoir lu et pris connaissance du Guide du demandeur concernant le volet – Coopération et gouvernance municipale du Fonds régions et ruralité, sous-volet Coopération intermunicipale;

ATTENDU QUE les organismes municipaux de Dosquet, Laurier-Station, Lotbinière, Leclercville, N.D.S.C. d'Issoudun, Sainte-Agathe-de-Lotbinière, Sainte-Croix, Saint-Édouard-de-Lotbinière, Saint-Flavien, Saint-Janvier-de-Joly, Val-Alain et la MRC de Lotbinière désirent présenter un projet de mise en place d'une entente intermunicipale visant la fourniture de services dans le cadre du volet – Coopération et gouvernance municipale du Fonds régions et ruralité.

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ par madame Aglaée D'Auteuil ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ que la présente résolution soit adoptée et qu'elle statue et décrète ce qui suit :

- Le conseil de la municipalité de Dosquet s'engage à participer au projet de mise en place d'une entente intermunicipale relative au partage de ressources régionales en sécurité incendie;
- Le conseil accepte d'assumer une partie des coûts, à savoir l'apport minimal exigé dans le cadre du programme;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

- Le conseil nomme la MRC de Lotbinière organisme responsable du projet et autorise le dépôt du projet dans le cadre du volet – Coopération et gouvernance municipale du Fonds régions et ruralité, sous-volet Coopération intermunicipale;
- Le conseil désigne madame Jolyane Houle, directrice générale et monsieur Yvan Charest, maire, pour signer tout document nécessaire ou utile ou demandé par l'organisme municipal responsable du projet aux fins de la présente demande de subvention.

Adoptée

DIVERS :

- 1) Service incendie.
- 2) Dosquet tout horizon.
- 3) Maison des Jeunes.
- 4) Demandes diverses.
- 5) Terrain de jeux.
- 6) Bibliothèque.

PÉRIODE DE QUESTIONS :

25-07-9985

FERMETURE DE LA SÉANCE.

IL EST PROPOSÉ par madame Aglaée D'Auteuil, ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ, QUE la séance soit levée à 20h06.

Adoptée

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Dosquet

ATTESTATION

La directrice générale certifie que des crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses ci-haut mentionnées et approuvées par le Conseil de la susdite municipalité.

Directrice générale

Maire

Directrice générale